

NOUVEAUX PARADIGMES

rapport annuel 2020



IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés

MISSION

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous analysons et concevons des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'égalité. Organisme indépendant sans but lucratif, IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour réaliser un changement durable.

INNOVER MALGRÉ L'INCERTITUDE

2020 s'est avérée une année charnière.

Non seulement la pandémie de COVID-19 a-t-elle modifié la situation sociale, économique et sécuritaire de nombreux partenaires et communautés avec lesquels nous travaillons, mais elle nous a également obligés à changer notre façon de travailler et de réagir.

Nous nous sommes concentrés davantage sur la recherche et avons collaboré étroitement avec nos partenaires locaux pour comprendre les effets de la pandémie et des restrictions sur les moyens de subsistance, la sécurité, les chaînes d'approvisionnement, le commerce illicite et l'égalité des genres. Si nous voulons augmenter l'incidence de notre soutien et veiller à ce qu'il reste pertinent pour toutes les parties intéressées, nous devons comprendre les changements en cours et adapter en conséquence le soutien que nous apportons à nos partenaires et aux communautés.

En outre, dans les pays où nous travaillons, avec le soutien virtuel de notre siège social canadien, nous investissons dans le renforcement des capacités de nos partenaires et de notre personnel. Nous entendons ainsi leur fournir l'expertise technique et opérationnelle dont elles et ils ont besoin pour transformer la manière dont sont gérées les ressources naturelles.

L'incertitude ressentie dans le monde entier était amplifiée dans les communautés locales. Notre travail visant à les soutenir s'est poursuivi pendant cette période.

Nous avons donné le coup d'envoi du tout nouveau projet Or Juste en Côte d'Ivoire, qui renforcera la capacité des exploitantes et exploitants du secteur aurifère artisanal local à produire et à commercialiser de l'or responsable. L'exportation d'un lingot d'or de 755 grammes vers un raffineur européen coté sur le London Bullion Market (marché des lingots de Londres, LBMA) a marqué la première exportation d'or artisanal responsable depuis la Côte d'Ivoire. Les exportations d'or sont accompagnées de données de traçabilité et de diligence raisonnable – preuve que les conditions de production et de commerce sont responsables, conformes aux lois et règlements – et payées séparément par les acteurs du marché.



Photos : Tommy Trenchard/CRDI

Nous avons publié notre enquête sur le commerce illicite de l'or dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), intitulée *Les intermédiaires : les négociants qui compromettent les efforts de la République démocratique du Congo en faveur de la production d'or sans conflit*. Le rapport montre comment les négociants légaux parviennent à contourner les circuits légaux pour se livrer à la contrebande et empocher des profits considérables, ce qui a relancé les discussions transfrontalières sur le renforcement des contrôles avec le Rwanda et l'Ouganda.

Nous avons lancé la toute première évaluation de l'incidence selon le genre, adaptée au secteur minier artisanal et à petite échelle. La *Trousse : évaluations de l'impact selon le genre pour les projets et politiques concernant l'exploitation minière artisanale et à petite échelle*, vient combler une lacune parmi les outils proposés pour analyser l'incidence de différentes réalités sur les femmes. Cette trousse sera particulièrement utile dans le cadre de projets sur le terrain visant à formaliser le secteur minier artisanal. La boîte à outils aide celles et ceux qui mettent en œuvre des projets et révisent les politiques minières à mieux comprendre comment les femmes et les hommes peuvent être touchés différemment par certaines réalités, et leur propose des moyens de minimiser d'éventuels effets négatifs.

La crise qui a secoué la planète en 2020 a mis en lumière les écarts entre les personnes les plus vulnérables du monde et celles qui les exploitent. Au plus fort de la pandémie, les études d'IMPACT ont révélé que les femmes et les hommes pratiquant l'exploitation minière artisanale de l'or souffraient, tandis que les contrebandiers qui étaient en mesure de prendre des risques réalisaient des profits importants.

Pour que notre travail suscite un changement profond et durable, il doit reposer sur des données probantes. Nous saurons de cette façon si les communautés de producteurs enregistrent des progrès sur le plan social, environnemental et de la sécurité et, le cas échéant, par quels moyens. Nous devons tirer parti de l'attention internationale pour donner la priorité au développement durable et ne pas perdre les gains obtenus de haute lutte. La COVID-19 a mis en évidence combien il est important d'aider les communautés minières artisanales à s'asseoir aux tables de discussion, à se faire entendre et à prendre en charge le changement qu'elles préconisent. Nous sommes plus résolus que jamais à les aider dans ce sens.

JOANNE LEBERT
Directrice générale

NICOLE PIGGOTT
Présidente du conseil d'administration



VISION

Notre vision est celle d'un monde où les ressources contribuent à la paix et au développement équitable, et où les communautés ont le pouvoir de décider de la façon dont leurs ressources naturelles sont gérées.



2020 BREF

JANVIER

- Nous entamons la phase préparatoire de notre projet Creuser pour l'égalité visant à soutenir l'égalité des genres dans les secteurs de l'exploitation minière artisanale en République démocratique du Congo (RDC), en Ouganda et au Zimbabwe. Début de la planification avec les partenaires locaux, *Zimbabwe Environmental Law Association* (ZELA) et le Réseau d'innovation organisationnelle (RIO), et des évaluations initiales de base dans les trois pays.

FÉVRIER

- Le ministre des Mines de la RDC reçoit la première documentation complète sur les taxes à l'exportation de l'or artisanal en RDC, et les possibilités de réforme et d'harmonisation lui sont présentées. IMPACT aide les autorités nationales et provinciales du pays à examiner et à harmoniser les procédures d'exportation de l'or artisanal, en veillant à ce qu'elles soient conformes à la législation. Les taxes et les frais élevés appliqués à la production et au commerce légaux de l'or artisanal nuisent à sa viabilité commerciale et encouragent le commerce illégal.
- Des dialogues communautaires sont organisés au sein des communautés d'exploitation aurifère artisanale dans la province de l'Ituri en RDC, dans le cadre du projet Femmes de Paix. Les dialogues sont menés par le partenaire local, le Réseau pour l'autonomisation des femmes dans les communautés minières (REAFECOM), une association d'exploitantes minières artisanales. Des pièces de théâtre mettent en scène les conflits localisés vécus régulièrement par les femmes et les hommes et la manière de les résoudre pacifiquement.

90 conflits ont été résolus pacifiquement grâce à des séances de médiation par des femmes membres des noyaux de paix dans le cadre du projet Femmes de paix d'IMPACT. Les conflits étaient le plus souvent liés à des violences psychologiques, physiques et économiques affectant les femmes, ou liés à des conflits fonciers et interpersonnels.

MARS

- Des radios locales et des mégaphones diffusent des émissions sur la résolution pacifique des conflits sur les sites des mines d'or artisanales et dans les communautés de la province de l'Ituri en RDC. L'association des exploitantes minières artisanales, REAFECOM, et les membres de ses noyaux de paix produisent 24 émissions de radio.
- IMPACT restructure ses opérations alors que les déplacements et les rassemblements font l'objet de restrictions en raison de la pandémie de COVID-19. Nous fermons temporairement nos bureaux au Canada et à l'étranger. Nous optons pour le travail virtuel, et le siège social continue à fournir un soutien à tous les partenaires et projets à distance. Dans les pays où nous travaillons, la programmation est adaptée aux restrictions nationales liées à la pandémie de COVID-19 au fur et à mesure de leur évolution.

AVRIL

- Nous publions les résultats de notre première étude traitant des effets de la COVID-19 sur le commerce illicite et le secteur de l'exploitation aurifère artisanale, *La COVID-19 et l'EMAPE : des négociants illicites profitent de la vulnérabilité des exploitantes et exploitants de mines dans des zones de conflits*. Notre étude montre que si de nombreuses personnes s'effondrent dans la pauvreté à cause de la pandémie, de grands négociants transfrontaliers en profitent. Par conséquent, le commerce illicite de l'or en provenance de la RDC est en plein essor.

“ **L’INDUSTRIE** souffre, mais tout le monde ne souffre pas de façon égale. Les affaires continuent pour certains commerçants qui ont les poches pleines et aiment prendre des risques. Ils achètent à bas prix pour revendre à prix fort. La production se poursuit, et ce, malgré la possible éclosion de la COVID-19 sur des sites miniers bondés. Malgré les interdictions de vol des avions commerciaux et le défi logistique qui en découle, des exportations illicites quittent encore l’Afrique de l’Est à destination de marchés internationaux. ”

– Alan Martin, Sechaba Consulting et Joanne Lebert, directrice générale

Photo : Sven Torfinn/IMPACT



● Nous commençons à offrir des services de renforcement des capacités à la coopérative minière COOPEDA, basée à Dabakala, en Côte d’Ivoire. Dans le cadre du projet Or Juste, et après une évaluation des besoins, les membres de la coopérative reçoivent un soutien pour renforcer les opérations et la gestion, ce qui permet de jeter les bases d’une chaîne d’approvisionnement en or responsable.

MAI

● Nous publions une étude sur les leçons tirées du soutien aux communautés aurifères artisanales pendant l’épidémie d’Ebola et la pandémie de COVID-19, *Or, conflits et épidémies : les leçons de l’épidémie d’Ebola appliquées à la COVID-19 en RDC*. Si la recherche indique un recul de la formalisation et une augmentation globale de l’insécurité, elle révèle également que l’insécurité des femmes dans les zones d’intervention d’IMPACT n’a pas augmenté, contrairement à ce qui se passe dans les communautés voisines.

“ **L’UN DES PRINCIPAUX AXES** d’intervention d’IMPACT pour favoriser l’approvisionnement responsable dans les zones de conflit consiste à soutenir l’autonomisation des femmes dans le secteur de l’extraction minière artisanale à petite échelle (EMAPE), notamment en appuyant des associations communautaires de femmes. Si l’insécurité des femmes n’a pas augmenté au cours de cette dernière épidémie, c’est peut-être grâce aux activités de sensibilisation et de renforcement des capacités menées ces dernières années aux côtés de nos partenaires locaux, qui ont étayé les stratégies de résilience des femmes. ”

– Kady Seguin, directrice des politiques et de la recherche et Alan Martin, Sechaba Consulting

● Dans la province de l’Ituri, en RDC, 182 exploitantes minières artisanales reçoivent leur propre matériel d’extraction minière. Un protocole d’accord signé entre la coopérative minière CODEMA et REAFECOM garantit que les exploitantes minières sont les seules responsables de ce matériel.

JUIN

● Grâce au soutien fourni par IMPACT depuis 2015, en Zambie et en Ouganda, les agentes et agents gouvernementaux ont davantage de connaissances techniques pour réaliser des inspections de sites miniers et mettre en œuvre des procédures d’exportation conformes aux normes régionales. IMPACT a aidé l’Ouganda et la Zambie à appliquer les outils de l’Initiative régionale de lutte contre l’exploitation illégale des ressources naturelles (IRRN) de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), notamment en renforçant les capacités servant à élaborer des manuels d’inspection des sites miniers et à documenter les procédures d’exportation.

JUILLET

- La Base de données régionale sur les flux de minéraux est terminée et remise à la CIRGL. Après un prototypage et des tests réussis avec les États membres, la base de données marque une étape importante dans notre soutien continu à la mise en œuvre des six outils de l'IRRN de la CIRGL. Une fois en ligne, la base de données stockera des renseignements que le public pourra consulter afin de surveiller et de suivre les flux d'étain, de tantalite, de tungstène et d'or.



- Nous publions notre étude approfondie sur le commerce illicite de l'or dans l'est de la RDC, *Les intermédiaires : les négociants qui compromettent les efforts de la République démocratique du Congo en faveur de la production d'or sans conflit*. Le rapport s'appuie sur des études de cas pour analyser la manière dont les négociants légaux empochent d'énormes bénéfices grâce à la contrebande. Les autorités de la RDC commencent à utiliser le rapport et ses recommandations pour engager une conversation avec les pays voisins sur l'élimination du commerce transfrontalier illicite et sur les réformes nécessaires à l'échelle nationale et provinciale.

AOÛT

- REAFECOM continue d'accompagner les survivantes de violences sexuelles des communautés minières artisanales du territoire de Mambasa pour qu'elles bénéficient de soins de santé, d'un soutien psychologique et de services juridiques. Entre mai 2018 et août 2020, 120 survivantes de viols, parmi lesquelles bon nombre de mineures, ont été accompagnées. Toutes les survivantes ont reçu des soins médicaux.

- Dans la province de l'Ituri, en RDC, une deuxième usine de traitement sans mercure est installée, et la formation connexe est donnée. Dans le cadre du projet Or Juste, une assistance technique a été fournie aux exploitantes et exploitants afin d'améliorer leurs techniques de manipulation du mercure, notamment son utilisation et son élimination sécuritaires.

- La CODEMA, coopérative minière de RDC, intègre 15 nouveaux sites miniers de la région de Mambasa, dans la province de l'Ituri, et commence à mettre en place une chaîne d'approvisionnement en or responsable sur ces sites. La CODEMA fonctionne désormais de manière autonome, sans aucun soutien de la part d'IMPACT. Elle met en œuvre son propre plan d'affaires et le système de traçabilité et de diligence raisonnable d'Or Juste.

SEPTEMBRE

- Nous annonçons la première exportation traçable et responsable d'or artisanal de Côte d'Ivoire. Cette première exportation réussie dans le cadre du projet Or Juste montre que le système de diligence raisonnable et de traçabilité – depuis le site minier jusqu'au marché international – est opérationnel.



OCTOBRE

- À partir d'une étude de cas du projet Or Juste, IMPACT montre comment il adapte une approche de gestion de l'environnement à l'exploitation aurifère artisanale. Les leçons sur la manière de préserver la biodiversité, de réduire et d'éliminer le mercure, de protéger l'eau, ainsi que de promouvoir la santé et la sécurité – en tenant compte de la dimension de genre – sont communiquées aux partenaires et aux parties prenantes du monde entier dans l'objectif de contribuer aux efforts internationaux visant à créer un secteur de l'EMAPE plus respectueux de l'environnement.



Un lingot d'or de **755** grammes, extrait à Dabakala, a été suivi jusqu'à Abidjan, où se trouve l'exportateur, et a fait l'objet d'une diligence raisonnable tout le long de la chaîne d'approvisionnement. L'or a été exporté légalement, avec les données correspondantes, vers un raffineur européen inscrit sur la liste du LBMA.

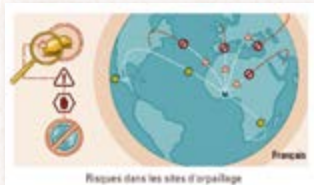
“ **LES ACTEURS DU MARCHÉ** sont de plus en plus nombreux à exiger la preuve de pratiques minières moins nuisibles à l’environnement. Pourtant, la préservation de la biodiversité, la remise en état des sites miniers, la gestion environnementale, la préservation des écosystèmes et la réduction de l’utilisation du mercure sont rarement privilégiées par rapport au rendement et aux profits, surtout parmi les personnes pratiquant l’extraction artisanale qui n’ont pas les connaissances et les ressources pour intégrer la protection de l’environnement à leurs activités. ”

– Gestion de l’environnement, document d’information

NOVEMBRE

● IMPACT commence à travailler avec le Programme des Nations unies pour l’environnement (PNUE) afin de soutenir la phase de préparation du projet Opportunités mondiales pour le développement à long terme du secteur de l’EMAPE (GEF GOLD) en Ouganda. Ce projet est financé par le Fonds pour l’environnement mondial (FEM) dans le cadre d’un vaste programme multinational visant à réduire l’utilisation du mercure dans le secteur de l’EMAPE.

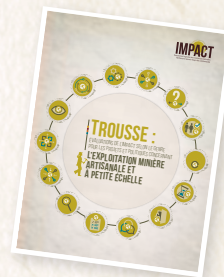
● Des parties prenantes en Côte d’Ivoire participent à des ateliers sur la diligence raisonnable dans le secteur de l’or artisanal. Les exploitantes et exploitants artisanaux, les négociantes et négociants, la coopérative COOPEDA et les exportatrices et exportateurs se familiarisent avec la diligence raisonnable, la manière dont elle s’applique à eux et sa mise en œuvre. Des vidéos et des affiches expliquant la diligence raisonnable sont diffusées sur le site de la mine et dans la communauté.



● IMPACT conçoit les principes et la structure d’un cadre de gouvernance efficace pour faire progresser le processus de formalisation de l’EMAPE en Éthiopie. Un rapport sur l’élaboration d’un cadre de gouvernance permettant de formaliser le secteur de l’EMAPE en Éthiopie est remis à l’Institut canadien des ressources et du développement international (ICIRD) dans le contexte du projet de soutien au ministère des Mines.

DÉCEMBRE

● Nous lançons la toute première trousse d’évaluation de l’incidence selon le genre adaptée au secteur de l’EMAPE. La *Trousse : évaluations de l’impact selon le genre pour les projets et politiques concernant l’exploitation minière artisanale à petite échelle*, vient combler des lacunes parmi les outils proposés pour analyser, dans le contexte des projets locaux de formalisation de l’EMAPE, l’incidence de différentes réalités sectorielles sur les femmes. La trousse met à la disposition des responsables de l’exécution de projet et de la révision des politiques minières 14 outils stratégiques qui les aideront à anticiper les effets de ces initiatives sur les relations entre les genres et à élaborer des solutions pour minimiser les répercussions négatives.



“ C’est comme si **NOUS DEMANDIONS** à une exploitante minière artisanale la permission de se mettre à sa place pour mieux comprendre les obstacles quotidiens auxquels elle est confrontée, lesquels peuvent ensuite être pris en compte de manière effective dans les projets et politiques liés à l’exploitation minière artisanale. Cette trousse d’évaluation de l’incidence selon le genre guidera cette démarche. ”

– Joanne Lebert, directrice générale, IMPACT

● Début des activités du projet Creuser pour l’égalité, en RDC, en Ouganda et au Zimbabwe. Les consultations lancent l’évaluation des besoins des associations minières locales, l’Association de lutte contre l’exploitation des femmes et enfants des mines (ALEFEM) en RDC, le *Mberengwa Mining Development Trust* (MMDT) et l’Association des exploitantes minières de Zvishavane (ZWMA) au Zimbabwe, et l’Association des exploitantes du secteur aurifère de Mubende (MUWOGOMA) et l’Assemblée des exploitants miniers unis de Mubende (MUMA) en Ouganda.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

NICOLE PIGGOTT

Canada

Présidente

**YIAGADEESEN
(TEDDY) SAMMY**

Canada

Vice-président

ALEX NEVE

Canada

ALLAN RITCHIE

Canada

BRUCE BROOMHALL

Canada

DAVID ONYALO

Canada

EZRA MBOGORI

Kenya

GAVIN HILSON

Royaume-Uni

**AMBASSADRICE
LIBERATA MULAMULA**

Tanzanie

PAULO DE SA

États-Unis

ROLLAND MORIER

Canada

SUSAN CÔTÉ-FREEMAN

Canada

TORWOLI DZUALI

Canada

REMERCIEMENTS

Nos remercions nos activités grâce au généreux soutien financier d'un éventail de gouvernements, d'organismes et d'organisations non gouvernementales du monde entier. Nous leur sommes profondément reconnaissants de leur aide.

Apple

**Institut canadien
international des ressources
et du développement (ICIRD)**

École des mines du Colorado

Union européenne

**GIZ (*Deutsche Gesellschaft
für Internationale***

***Zusammenarbeit* – Agence
allemande pour la
coopération internationale)**

Affaires mondiales Canada

Google

Microsoft

Bijouterie Natalie Marie

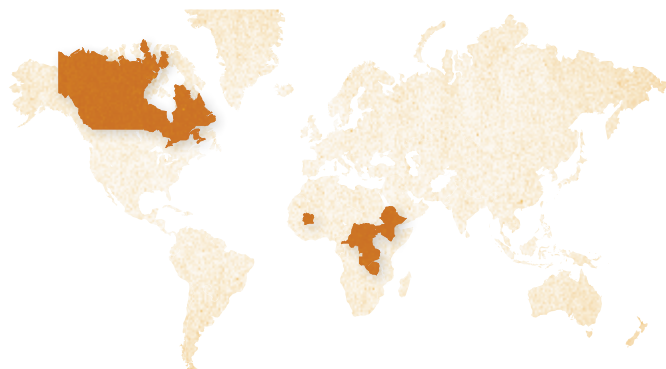
**Organisation de coopération
et de développement
économiques (OCDE)**

SAP

**Tungsten Industry – Conflict
Minerals Council**

**Programme des Nations
unies pour l'environnement**

LES ENDROITS DANS LESQUELS NOUS AVONS TRAVAILLÉ EN 2020



IMPACT est présent dans des régions où la sécurité et les droits de la personne sont menacés et mène dans les pays suivants des études et des opérations sur le terrain en collaboration avec ses partenaires :

Canada

Côte d'Ivoire

**République
démocratique du Congo**

Éthiopie

Kenya

Rwanda

Ouganda

Zambie

Zimbabwe

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE SE TERMINANT	le 31 mars 2021	le 31 mars 2020
REVENUS		
Affaires mondiales Canada	2 074 064	2 999 142
Union européenne	978 298	600 628
Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ)	434 827	592 588
Subvention salariale temporaire - Gouvernement du Canada	18 644	-
Netherlands Enterprise Agency – EPRM	-	11 070
Département des Affaires étrangères de Suisse	-	150 029
L'Institut canadien international des ressources et du développement (ICIRD)	10 000	10 000
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	57 543	42 419
ONU programme pour l'environnement	81 948	-
Apple	133 985	-
SAP	63 920	-
Google	36 177	-
Microsoft	7 328	-
Dell USA L.P.	-	90 265
Colorado School of Mines	1 720	-
Contributions à Publiez Ce Que Vous Payez – Canada	154 937	352 569
Autre	60 223	52 309
Part des bénéfices de l'investissement dans Knowledge for Impact Inc.	(2 295)	(15 262)
Intérêt	28 393	17 265
TOTAL	4 139 712 \$	4 903 022 \$
DÉPENSES		
Coûts directs des projets	1 393 084	2 305 674
Salaires et avantages sociaux – Canada	1 375 164	1 302 932
Salaires et avantages sociaux – International	912 030	749 654
Développement de projets	2 111	35 768
Communication (sensibilisation du public)	9 535	51 340
Administration et soutien des projets	284 854	334 940
TOTAL	3 976 778 \$	4 780 308 \$
Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses	162 934	122 714



Photo : Tommy Trenchard/CRDI

IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés

